

Le ministre s'est amené avec un budget qui lui permettait d'accaparer tout ce qu'il pouvait, soit 1.4 milliard de dollars de plus pour le gouvernement fédéral, pour aller ensuite faire l'autruche dans l'espoir d'échapper à la dévastation financière croissante et de pouvoir demeurer dans cette posture honteuse jusqu'à ce que le calme revienne.

Le soir du budget, le ministre des Finances a péroré au sujet de l'équité. Mais l'équité pour qui, de se demander les Canadiens, au nombre de un million et demi, qui, une semaine après le budget, vivent dans la pauvreté. Certes pas pour ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus.

Dans un discours qu'il a récemment prononcé à Toronto, le premier ministre a vanté la compassion des libéraux. Mais cette prétendue compassion ne semble pas très authentique au million et plus de Canadiens qui ont perdu leur emploi à cause de la politique de taux d'intérêt élevés du gouvernement. Dans ce discours, le premier ministre n'a même pas mentionné le chômage. Qui dit équité et compassion songe sûrement d'abord et avant tout à alléger les problèmes de ceux qui ont le plus besoin d'aide, les chômeurs, les pensionnés ou les familles qui risquent de perdre leur maison.

Le budget prévoit-il des mesures à cet effet? En traite-t-il? Jamais de la vie, monsieur l'Orateur. Il ne fait qu'aggraver ces problèmes. Il ne donne à ces Canadiens ni aide ni espoir. Il ne fait que condamner des millions de Canadiens qui sont déjà aux abois à un état encore plus désespéré. Ils sont finis les beaux jours de la "société juste" ou de la justice sociale.

Il suffit pour s'en rendre compte, monsieur l'Orateur, d'examiner l'enveloppe du développement social. Les dépenses fédérales au chapitre des programmes sociaux ne tiendront même pas compte de l'inflation l'an prochain, puisque seulement 30 milliards de dollars ont été affectés aux affaires sociales. Certes, cela constitue une augmentation de 8.9 p. 100 par rapport à cette année, mais le taux d'inflation se situe à 12.9 p. 100, de sorte qu'en chiffres réels, les programmes de développement social subiront une compression de 3.8 p. 100. Cela signifie une réduction des programmes à l'intention des malades, des personnes âgées, des défavorisés. Le gouvernement mettrait en veilleuse les programmes de ce genre.

Où est la sensibilité sociale dont parlait le premier ministre? Où était le ministre chargé du Développement social lorsque le ministre des Finances dépeçait l'enveloppe des affaires sociales? Je parie qu'il était trop occupé à défendre le dossier constitutionnel pour s'occuper des programmes sociaux de ceux qui en ont tellement besoin.

Au moment où le pays est aux prises avec une grave dépression, le ministre tourne le dos aux Canadiens les plus démunis. Ce sont eux les véritables victimes de ce budget.

Un député libéral s'esclaffe. Ils ne trouvent pas cela drôle ceux qui sont malades, âgés ou sans travail, pour l'hiver, ou qui sont sur le point de perdre leur maison. Eux, ils ne rigolent pas.

M. Nielsen: Thunder Bay-Nipissing.

Mlle MacDonald: On me dit que c'est le député de Thunder Bay-Nipigon (M. Masters): Je suppose que dans sa circonscription il n'y a pas de chômage.

Le budget—M^{lle} MacDonald

Si le ministre estime que je ne parle pas impartialement, permettez-moi de lui citer une autre source objective. Aujourd'hui, le Conseil canadien du développement social publiait son analyse du budget. Elle est plutôt cinglante. Sous le titre «Le budget révèle une absence d'orientation sociale», le Conseil reproche au ministre son impuissance à planifier dans le domaine social.

Voici ce que disait le Conseil:

Les contradictions inhérentes au traitement du financement des programmes sociaux, le traitement inéquitable des personnes à revenus modiques, le conseil donné aux propriétaires de maisons individuelles pris à la gorge de s'endetter encore plus, et l'inaction devant la montée du chômage trahissent une impuissance à planifier. Il nous semble que M. MacEachen fait reposer tout son budget sur l'espoir que les taux d'intérêt vont baisser miraculeusement au cours des prochains mois. Je ne pense pas qu'il soit sage de s'en remettre aux politiques américaines ou à la Banque du Canada pour orienter notre réponse aux besoins sociaux et humains des Canadiens.

Et plus loin il disait:

Le traitement budgétaire des personnes à revenus modiques est absolument décevant. Non seulement le gouvernement n'a pas redistribué sous forme de crédit d'impôt les recettes des taxes énergétiques extrêmement régressives, mais il n'a rien fait pour les plus de 500,000 ménages qui consacrent au logement plus de 30 p. 100 de leur revenu brut.

La *Presse canadienne* a assuré la couverture de ce rapport cinglant publié aujourd'hui, qu'elle a diffusé sous le titre: «Le budget prend aux fortunés pour donner aux riches». Elle expliquait que le budget a supprimé les échappatoires auxquelles recouraient les contribuables à revenus élevés pour éviter l'impôt. En retour, il diminue les taux d'imposition pour les particuliers à revenus élevés. Le premier ministre, qui parle de la grande compassion du gouvernement libéral, et le ministre des Finances et sa prétendue justice, ne méritent pas nos éloges. La piètre consolation—et il s'agit bien d'une piètre consolation—que le ministre des Finances offre aux Canadiens, c'est de voir le chômage s'aggraver avant de s'améliorer et le coût de la vie augmenter avant de commencer à diminuer.

● (2140)

J'aimerais parler tout d'abord du chômage et de la perspective d'un hiver long et plein d'amertume qui s'ouvre à un million de Canadiens. En octobre, 989,000 Canadiens étaient sans travail. Depuis lors, les mises à pied ont augmenté de façon catastrophique. Ce soir, les manchettes du journal de ma ville natale de Kingston, le *Whig Standard* de Kingston, précisait que 4,100 personnes ont été mises à pied depuis la présentation du budget. Quatre mille cent Canadiens de plus ont perdu leur emploi depuis la présentation du budget. Les perspectives d'emploi pour les semaines et les mois à venir sont toujours aussi sombres en dépit de ce budget.

Aucun nouveau stimulant à l'emploi n'a été proposé, malgré un taux de chômage de 8.3 p. 100. Le gouvernement n'a pas considéré cette question comme une priorité, dans son budget. Il ne consacra que 154 millions de dollars à la création directe d'emplois cette année, contre 336 millions il y a dix ans, où le taux de chômage n'était que de 6 p. 100. Les prévisions gouvernementales en matière d'emploi ont déjà prouvé que les données contenues dans les documents budgétaires soumis par le ministre l'autre soir sont fausses. En effet, le budget prévoyait un taux de chômage de 7.8 p. 100 pour 1982 et de 8.3 p. 100 pour l'année suivante.